## REPUBLIQUE DU BURUNDI



## PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Secrétariat Général du Gouvernement

## DECLARATION DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI SUITE AUX PROPOS TENUS PAR L'AMBASSADEUR SMAIL CHERGUI LE 14 JUIN 2019 DEVANT LE CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

1. Le Gouvernement de la République du Burundi a appris avec consternation les propos anachroniques de l'Ambassadeur Smaïl CHERGUI, commissaire à la Paix et à la Sécurité de l'Union Africaine, tenu le vendredi 14 juin 2019 au Conseil de Sécurité de l'ONU, affirmant entre autre que « il n'y a pas d'autres alternatives, le dialogue interburundais inclusif doit reprendre dans les plus brefs délais car il constitue sans aucun doute, le seul moyen susceptible de promouvoir et renforcer la cohésion nationale, permettant ainsi la restauration de la paix, de la sécurité durable et de la réconciliation dans ce pays ».

De telles affirmations, on ne peut plus mensongères, vicieuses et tendancieuses, n'ont aucun autre but caché et inavoué que de poursuivre et parachever, si c'est encore possible, le coup d'état rampant, avorté en 2015.

2. Sur le plan interne, comme d'aucun le savent, au lendemain des élections de 2015, une Commission Nationale chargée du dialogue inter-burundais a été mise en place. Cette Commission a sillonné tout le pays et a rencontré plusieurs Burundais de catégories professionnelles et sociopolitiques différentes auxquelles les Burundais de la diaspora ont été associés. Plusieurs recommandations tant des Burundais de l'intérieur que de l'extérieur ont été collectées et intégrées dans la Constitution qui a été votée par référendum en 2018.

Sur le plan externe, un processus de dialogue inter-burundais sous la facilitation de la Communauté Est Africaine (CEA), à laquelle le Burundi appartient a été conduit jusqu'à terme, en témoigne les conclusions du Sommet des Chefs de l'Etat et de Gouvernement de l'EAC du 1<sup>er</sup> février 2019.

- 3. Si ce n'est qu'une autre malheureuse tentative de déstabilisation du Burundi à la veille des élections de 2020, comme les mêmes acteurs l'ont fait en 2015, de quel autre processus de dialogue parle-t-il ?
  - Au moment où le Peuple Burundais se prépare sans désemparer aux élections de 2020 et au moment où la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) vient de rendre public le calendrier électoral de 2020, les propos de CHERGUI aux Nations Unies, constituent ni moins ni plus des manœuvres dilatoires et de diversion pour torpiller le grand rendez-vous électoral de 2020.
- 4. Le Gouvernement de la République du Burundi voudrait porter à la connaissance de l'opinion nationale et internationale que l'Ambassadeur CHERGUI n'en est malheureusement pas à sa première tentative de complot contre le Burundi. Et pour preuve, et à titre de rappel, sans pour autant en être exhaustif, c'est le même CHERGUI qui, avant les élections de 2015, s'activait pour faire échec à l'organisation des élections de 2015

- affirmant qu'il fallait plutôt un régime de transition en lieu et place des institutions démocratiquement élues. Cette démarche n'a pas pu aboutir.
- 5. Comme si cela, ne suffisait pas, c'est le même CHERGUI qui, en collaboration avec d'autres détracteurs de la paix au Burundi, a réclamé haut et fort, la venue de la Mission Africaine de Prévention et de Protection au Burundi (MAPROBU). Ce projet malsain a échoué et a été rejeté par le 26<sup>ème</sup> Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine du 30 janvier 2016.
- 6. L'aversion contre le Burundi n'a pas cessé. C'est le même CHERGUI qui, profitant de son statut au Conseil de Paix et Sécurité de l'Union Africaine, a constamment mis les bâtons dans les roues, dans l'exercice de la mission, du Contingent Burundais au sein de la Mission Africaine pour le maintien de la Paix en Somalie (AMISOM), notamment par le gel des soldes des militaires qui, pourtant paient au prix de leur sang un lourd tribut. Il est régulièrement cité dans toutes les manœuvres visant à affaiblir le contingent burundais à travers un plan mal pensé et mal appliqué de diminution sélective des braves dignes fils et filles du Burundi.

Il n'est pas superflu de s'interroger sur les véritables motivations, les tenants et les aboutissants d'un commissaire à la paix et à la sécurité de toute l'Union Africaine contre le Burundi, un pays stable et en paix alors qu'il y a d'autres foyers de tensions, très préoccupants en Afrique y compris dans son pays d'origine.

- 7. De tout ce qui précède, le Gouvernement de la République du Burundi
  - a. Condamne sans ambages, les démarches déstabilisatrices, à peine voilées de la part de ce diplomate, qui de toute évidence, persiste pour mettre en œuvre un agenda extérieur aux intérêts de l'Afrique, en général et du Burundi en particulier.

- b. Demande à la Commission de l'Union Africaine de suivre de près les agissements de ce diplomate ci-haut cité.
- 8. Par la même occasion, le Gouvernement de la République du Burundi s'inscrit en faux contre tout acteur, à l'instar de l'Ambassadeur CHERGUI, voudrait utiliser les mêmes démarches et/ou stratégies pour déstabiliser le peuple burundais. De même, la République du Burundi dénonce les différents rapports mensongers et politiquement motivés de la part de certains acteurs qui instrumentalisent les instances de justice internationale, de défense et de promotion des droits de l'Homme aux fins de saboter la marche démocratique de consolidation de la paix, de cohésion sociale et de relance économique qu'a entrepris le Burundi depuis un certain nombre d'années.
- 9. Le Gouvernement de la République du Burundi remercie tous les pays amis qui ne cessent de soutenir le Peuple Burundais dans tous ses efforts visant à bâtir une paix durable, dans un Etat de droit respectueux des valeurs démocratiques.
- 10. Enfin, le Gouvernement de la République du Burundi exhorte le Peuple Burundais à rester serein et uni pour faire échec, comme dans le passé à toutes les manœuvres néocoloniales et néo impérialistes.

Fait à Bujumbura, le 03/07/2019

Pour le Gouvernement du Burundi

Secrétaire Général du Gouvernement

et Porte –Parole du Gouvernement

Prosper NTAHORWAMIYE